

**Lundi 28 Aout 2017**

## **Déclaration d'Actions Birmanie suite aux violences dans l'Etat Rakhine -**

Les effroyables événements récents dans l'état de l'Arakan ne font que confirmer l'extrême urgence d'un traitement au plus haut niveau international de la crise dans cet état.

En octobre 2016, un groupe récemment constitué qui se fait appeler l'ARSA – Arakan Rohingya Salvation Army, armée Rohingya – avait attaqué trois postes de frontières avec le Bangladesh, faisant neuf victimes du côté des forces de sécurité. Suite à cela, l'armée birmane – la Tatmadaw – s'était emparée de la question pour lancer une vaste opération de « nettoyage » dans le nord de l'État d'Arakan, où vivent en grande majorité les civils Rohingya. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées et les violations de droits de l'homme étaient si patentes que plusieurs organisations internationales ont publié des rapports basés sur des témoignages de certains des 75 000 réfugiés Rohingya alors au Bangladesh, dénonçant les différentes formes de violations des droits humains par les militaires.

Les Nations Unies ont ensuite formé un groupe de travail dans le but d'enquêter sur de possibles crimes contre l'humanité.

Mais dès le lendemain, le gouvernement birman s'en est dissocié. Depuis, il refuse de coopérer, argumentant que ce n'est pas approprié à la situation, et que cela risquerait d'alimenter les tensions intercommunautaires. Ce raisonnement semble fragile étant donné la situation similaire que nous vivons aujourd'hui.

Vendredi 25 août 2017, des attaques simultanées – revendiquées par l'ARSA – d'une vingtaine de postes de police et d'une base de la Tatmadaw ont entraîné de violents combats qui ont fait au moins 89 morts, dont 12 du côté des forces gouvernementales de sécurité.

Depuis, la zone est verrouillée par les militaires, comme ce fut le cas pendant près de quatre mois entre octobre 2016 et janvier 2017.

« La situation est aujourd'hui très critique car aucune solution ne se profile pour les Rohingya, qui se voient dans l'obligation de fuir les exactions de l'armée birmane qui ne fait aucune différence entre les populations civiles et les insurgés. Ils sont nombreux à se retrouver bloqués à la frontière, car le Bangladesh avait renforcé la sécurité le long de ses frontières la semaine passée, alors que la présence militaire des forces armées birmanes avait augmenté significativement juste avant les attaques », explique Pierre-Yves GILLET, de l'association Actions Birmanie-

Ces événements démontrent que dans une Birmanie que l'on dit en transition démocratique, les militaires continuent d'agir en toute impunité, sous les ordres du Commandant en chef des armées Min Aung Hlaing. De tels actes menacent gravement la transition démocratique ainsi que les perspectives de paix en Birmanie.

**Alors qu'un nettoyage ethnique est en cours, que les populations civiles Rohingya craignent pour leur vie dans l'État d'Arakan à chaque instant, il est crucial que le gouvernement birman réagisse immédiatement.**

**Afin de ne pas laisser la situation s'envenimer comme en octobre dernier, Actions Birmanie appelle la Belgique à réagir fermement, en exhortant la Birmanie à :**

**1) Coopérer avec la mission d'établissement des faits mandatée par les Nations Unies lors de la 34e session du Conseil des Droits de l'Homme et permette aux enquêteurs de faire leur travail**

**2) Ouvrir l'accès à toute la zone nord de l'État d'Arakan pour que les aides humanitaires puissent parvenir aux populations qui en ont besoin et les médias afin de garantir un accès à l'information indépendant**

**3) Suivre dès à présent les recommandations de la Commission d'enquête menée par Kofi Annan, particulièrement quant à la reconnaissance de la citoyenneté des Rohingya**

Pour Actions Birmanie -

Pierre-Yves Gillet - 32(0)495 252.488 - [pierre\\_actionsbirmanie@skynet.be](mailto:pierre_actionsbirmanie@skynet.be)

Benoît Bourtembourg -

Benjamin Mine -

